

mandons le développement autonome et indépendant des partis communistes dans les colonies, afin qu'ils soient prêts à dépasser les alliés momentanés — par une œuvre indépendante de formation idéologique et organisatoire — nous demandons surtout « au parti communiste de la métropole » d'appuyer les mouvements de rébellion. Et cette tactique a tellement peu une saveur collaborationniste qu'elle est qualifiée, par la bourgeoisie, d'antinationale, défaitiste et jugée comme haute trahison.

La thèse 9 (IIe Congrès) dit que, sans de telles conditions, la lutte contre l'oppression coloniale et nationale reste un drapeau trompeur comme pour la IIe Internationale, et la thèse 11, paragraphe E, insiste et dit « qu'il est nécessaire de mener une lutte décidée contre la tentative de couvrir d'un habit communiste le mouvement révolutionnaire séparatiste, non réellement communiste, des pays arriérés ». Ceci suffit pour sanctionner la fidélité de notre interprétation.

La nécessité de détruire l'équilibre des colonies résulte d'un examen strictement marxiste de la situation du capitalisme, parce que l'exploitation et l'oppression des travailleurs de couleur deviennent des moyens d'aigreur l'exploitation du prolétariat de la métropole. Ici ressort encore la différence radicale entre notre critère et celui des réformistes. Ces derniers essayent de démontrer que les colonies sont aussi une source de richesses pour les travailleurs de la métropole parce qu'elles offrent un débouché pour les produits. Ils retirent de cela d'autres motifs pour la collaboration de classes, en soutenant, en bien des cas, que le principe des nationalités peut être violé dans l'intérêt de la « diffusion de la civilisation » bourgeoise et pour accélérer l'évolution du capitalisme. Il y a ici un autre essai de travestissement du marxisme révolutionnaire qui se réduit à accorder au capitalisme des prorogations toujours plus longues, au moment de sa fin et de l'attaque révolutionnaire, en lui attribuant encore une longue tâche historique que nous lui contestons.

Les communistes utilisent les forces qui envisagent la rupture du patronage des grands Etats sur les pays arriérés et coloniaux, parce qu'ils considèrent possible de renverser ces forteresses de la bourgeoisie et de confier au prolétariat socialiste des pays plus avancés, la tâche historique de conduire à un rythme accéléré le processus de modernisation des pays arriérés, non pas en les exploitant, mais en obtenant l'émancipation des travailleurs locaux contre l'exploitation extérieure et intérieure.

Voilà, dans ses grandes lignes, la juste position de l'I. C., devant le problème dont nous nous occupons. Mais il importe de voir clairement le chemin par lequel on arrive à de telles conclusions, afin d'éviter que l'on puisse les relier à cette phraséologie surannée de la bourgeoisie, sur la liberté nationale et l'égalité nationale, bien dénoncée dans la première des thèses citées, comme un succédané du concept capitaliste sur l'égalité des citoyens de toutes les classes. Cela parce que dans les nouvelles conclusions (nouvelles en un certain sens) du marxisme révolutionnaire se présente parfois le danger d'exagérations et de déviations.

Pour rester sur le terrain des exemples, nous nions l'admissibilité, sur les bases indiquées, du critère de rapprochement, en Allemagne, entre le mouvement communiste et le mouvement nationaliste et patriotique.

La pression exercée sur l'Allemagne par les Etats de l'Entente, même sous les formes aiguës et vexatoires qu'elle a prises dernièrement, n'est pas un élément capable de nous faire considérer l'Allemagne comme un petit pays de capitalisme arriéré. L'Allemagne reste un très grand pays formidablement outillé au point de vue capitaliste et où le prolétariat, socialement et politiquement, est plus qu'avancé. Il est donc impossible de confondre sa situation avec les conditions effectives considérées plus haut. Qu'il nous suffise de cette affirmation pour nous épargner un ample examen de cette grave question, examen qui pourra être fait une autre fois et non sommairement.

Il ne suffit pas non plus, pour modifier notre appréciation, d'affirmer qu'en Allemagne l'alignement des forces politiques se présente de telle sorte que la grande bourgeoisie n'a pas une attitude nationaliste accentuée mais tend à se coaliser aux forces de l'Entente, aux dépens du prolétariat allemand et pour une

action contre-révolutionnaire ; alors que le mouvement nationaliste est alimenté par les couches petites-bourgeoises mécontentes et tracassées, elles aussi, économiquement, par la préparation de cette solution capitaliste. Le problème de la révolution déclanchée à Berlin ne peut se voir qu'en s'en rapportant — et cela est réconfortant — à Moscou, mais, d'autre part, à Paris et à Londres également. Les forces fondamentales sur lesquelles nous devons compter pour combattre l'entente capitaliste entre l'Allemagne et les Alliés, sont non seulement l'Etat Soviétique, mais aussi, en première ligne, l'alliance du prolétariat allemand avec celui des pays d'Occident. Ce dernier est un facteur d'autant plus important pour le développement révolutionnaire mondial qu'il serait faux et très grave de le compromettre, dans des moments difficiles, pour l'action révolutionnaire en France et en Angleterre. Et cela arriverait en faisant, fut-ce en partie, de la question de la révolution allemande une question de libération nationale, soit même sur un plan qui exclut la collaboration avec la grande bourgeoisie, car la disproportion de maturité entre la base d'action du parti communiste allemand et celui de France et d'Angleterre, déconseille une position erronée, consistant à opposer à l'antipatriotisme de la bourgeoisie allemande un programme nationaliste de la révolution prolétarienne. L'aide de la petite-bourgeoisie allemande, (qu'il faut certainement utiliser par une autre tactique que celle du « bolchevisme national » et en tenant compte de la situation économique ruineuse des couches moyennes), serait annulée complètement dans une situation où le capitalisme français et britannique se sentiraient intérieurement les mains libres pour agir au-delà des frontières allemandes ; ce qui ne peut être seulement évité que par une position internationaliste du problème révolutionnaire allemand. Le cas échéant, c'est en France que nous devons nous préoccuper le plus de l'attitude des couches petites-bourgeoises que l'aggravation du nationalisme allemand remettrait, encore une fois, à la merci des forces bourgeoises locales. Et une chose analogue peut se dire pour l'Angleterre où le labourisme se proclame effrontément nationaliste, maintenant que, pour compte et dans l'intérêt de la bourgeoisie britannique, il est au gouvernement.

Voilà comment, en oubliant les origines de principe des solutions politiques communistes, on peut arriver à les appliquer là où manquent les conditions qui les ont suggérées.

On doit considérer comme un phénomène qui présente certaines analogies avec les entreprises du social-nationalisme, le fait que le camarade Radek, soutenant dans une réunion internationale la tactique qu'il préconise, « découvre » que le sacrifice du nationalisme dans la lutte contre les Français de la Rhur, doit être exalté par les communistes, et cela au nom du principe, nouveau pour nous et vraiment inouï, qu'au-dessus des partis il faut soutenir quiconque se sacrifie pour son idée !

Un déplorable rabaissement est celui qui réduit la tâche du grand prolétariat d'Allemagne à une émancipation nationale. Nous attendons de ce prolétariat et de son parti révolutionnaire qu'il parvienne à vaincre non en son nom, mais pour sauver l'existence et l'évolution économique de la Russie des Soviets, et pour déverser contre les forteresses capitalistes d'Occident le torrent de la révolution mondiale, en éveillant les travailleurs de tous les pays qui, pour un moment, ont été immobilisés par les derniers sursauts de la réaction bourgeoise.

Les déséquilibres nationaux entre les grands Etats avancés sont des facteurs que nous devons étudier et examiner très attentivement. Mais, à l'opposé des social-nationaux, nous excluons nettement qu'ils puissent se résoudre par un chemin autre que la guerre des classes contre tous les Etats bourgeois. Les survivances patriotiques et nationalistes dans ce domaine sont considérées par nous comme des manifestations réactionnaires qui ne peuvent avoir aucune prise sur les partis révolutionnaires du prolétariat, appelés dans ces pays à un héritage riche de possibilités véritablement et nettement communistes, à la tâche très avancée d'avant-garde de la révolution mondiale.